

e-document		T-1135-22 ID 1	
F I L E D	FEDERAL COURT COUR FÉDÉRALE	D É P O S É	
June 03, 2022 03 juin 2022			
Maria-Karina Andone			
MTL		1	

No : _____ - _____

COUR FÉDÉRALE

Demande de contrôle judiciaire

ENTRE :

FERNAND KENNEY

Demandeur

ET :

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur

AVIS DE DEMANDE

(Règle 301 des *Règles des Cours fédérales*)

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur.
La réparation demandée par celui-ci est exposée ci-après.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à Montréal.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE je désire être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des *Règles des Cours fédérales* et le signifier à l'avocat du demandeur **DANS LES DIX JOURS** suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone : 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Le 3 juin 2022

Délivré par : _____
Fonctionnaire du greffe

Cour fédérale
30, rue McGill
Montréal (Québec) H2Y 3Z7

DESTINATAIRES :

À : **L'Administrateur de la Cour fédérale**
30, rue McGill
Montréal (Québec) H2Y 3Z7

ET À : **Procureur général du Canada**
Ministère de la Justice Canada
Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 9^e étage
200, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1X4

ET À : **Tribunal des anciens combattants
(révision et appel)**
C.P. 9900
Charlottetown (Î.-P.É.) C1A 8V7

COUR FÉDÉRALE

ENTRE :

FERNAND KENNEY

Demandeur

et

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur

DEMANDE PRÉSENTÉE EN VERTU DE L'ARTICLE 18.1 DE LA *LOI SUR LES COURS FÉDÉRALES* À L'ENCONTRE D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL) CANADA RENDUE LE 3 MAI 2022 EN VERTU DE L'ARTICLE 38 DE LA *LOI SUR LES PENSIONS*

DEMANDE

(Règle 301 des *Règles des Cours fédérales*)

La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant une décision de Wilfred C. Jephson du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) Canada (ci-après : le Tribunal) portant le numéro 100003961824 qui a été rendue le 3 mai 2022 et communiquée au demandeur le 5 mai 2022.

Par cette décision, le Tribunal conclut qu'il n'y a pas lieu de réexaminer la décision d'appel relative à l'évaluation du 3 juillet 2019.

L'objet de la demande :

La demande vise l'obtention des ordonnances et conclusions suivantes :

- a) **ACCUEILLIR** la présente demande de contrôle judiciaire ;

- b) **ANNULER** la décision du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) Canada rendue le 3 mai 2022, dans le dossier 100003961824 ;
- c) **RENOYER** le dossier devant le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) Canada devant un comité différemment constitué, afin qu'il rende une nouvelle décision tenant compte des motifs de la Cour fédérale ;
- d) **LE TOUT** avec dépens.

Les motifs de la demande

Au soutien de sa demande, le demandeur invoque les motifs suivants. Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) Canada :

- a) a rendu une décision fondée sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon abusive ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments dont il dispose ;
 - et
 - b) tout autre motif que le demandeur pourrait vouloir formuler au cours de l'instance et que la Cour fédérale acceptera d'entendre.
1. Sans limiter ce qui précède, le vice fondamental qui affecte la décision du Tribunal est l'utilisation et l'analyse erronés de la preuve présentée en lien avec les caractéristiques à prendre en compte pour lui permettre de déterminer à quelle catégorie le demandeur se classifie pour son allocation pour soins ;
 2. En effet, lors de l'audition de ladite demande de réexamen le Tribunal n'a pas analysé la preuve présentée au regard des caractéristiques (éléments à prendre en considération) pour l'allocation pour soins ;
 3. Ainsi, en omettant d'appliquer les éléments de preuve au regard des caractéristiques ou en effectuant une analyse ou une évaluation superficielle desdits éléments devant guider le Tribunal pour la détermination de la catégorie, cela a eu pour effet de rendre déraisonnable la décision du Tribunal ;
 4. Le Tribunal devait analyser les caractéristiques à prendre en considération pour l'allocation pour soins lesquels sont les suivants : se nourrir, se laver, s'habiller, aller à la toilette, prendre ses médicaments et la mobilité ;

5. Lesdites caractéristiques doivent par la suite être appréciées au regard du tableau 4 des lignes directrices pour les catégories des allocations pour soins. Un examen approfondi de l'état général du demandeur aurait permis au Tribunal d'en arriver à une conclusion différente et de majorer l'allocation pour soins à une catégorie de niveau plus avantageux pour ce dernier ;
6. Par ailleurs, le fait que le Tribunal ait relevé certaines contradictions dans le rapport de l'infirmière ne justifie pas en soi la détermination de la catégorie 4 pour l'allocation de soins considérant les témoignages offerts et la situation personnelle réelle du demandeur ;
7. De surcroît, nous soumettons respectueusement que le Tribunal aurait dû trancher certaines contradictions et faits mis en preuve en faveur du demandeur puisqu'il ressort clairement de l'administration de la preuve que le demandeur se qualifie au minimum pour la catégorie 2 ;
8. À cet effet, il a été mis en preuve quant à l'état de mobilité du demandeur, que ce dernier a des limitations et devrait utiliser un auxiliaire. De plus, ce dernier a notamment des problèmes d'équilibre et de vertige avec perte d'équilibre, est incapable de monter les escaliers ni de franchir une distance de plus de cinquante (50) pieds. Cette incapacité se traduit également au moment de l'habillement, car il est impossible pour ce dernier de le faire sans supervision puisqu'il est à risque de chute ;
9. Quant au critère d'alimentation, il ressort de la preuve que la conjointe du demandeur doit toujours couper sa nourriture, et ce, à tous les repas, préparer tous les repas et assurer une étroite supervision lorsqu'il mange puisqu'elle doit assurer une stimulation constante du demandeur afin qu'il se nourrisse. Par ailleurs, les caractéristiques de la catégorie de niveau 2 ne sont pas cumulatives, mais bien alternatives ;
10. Pour la médication, il ressort également de la preuve que le demandeur a besoin de dosettes ainsi que de plusieurs rappels quotidiens. En effet, sa conjointe doit interrompre son travail afin de superviser la prise de médicament du demandeur. De plus, lorsque la conjointe du demandeur doit s'absenter, cette dernière doit lui téléphoner trois (3) à quatre (4) fois par jour pour s'assurer d'une prise de médication adéquate ;
11. Finalement, il ressort de la preuve administrée que le demandeur est incapable de vaquer de façon générale à ses activités de la vie quotidienne ;

12. Considérant ce qui précède, il appert de la décision de réexamen que le Tribunal n'a pas révisé la décision d'appel en appréciant de façon concrète le poids de chaque élément de preuve qui aurait permis un changement de catégorie, ce qui a eu pour conséquence de rendre déraisonnable la décision dont appel ;
13. En effet, selon les directives du Chapitre 5 de l'allocation pour soins, un ancien combattant qui a besoin de soins de même niveau pour deux (2) caractéristiques du tableau 4 se qualifie automatiquement dans le niveau le plus avantageux ;
14. Ainsi, les motifs invoqués dans la décision du 3 mai 2022 révèlent une mauvaise appréciation des circonstances du demandeur contrairement à l'objet et l'esprit de la *Loi sur les pensions*.

Le demandeur entend produire pour le moment les documents suivants :

- i) Décision de réexamen de la décision d'appel datée du 3 mai 2022 ;
- ii) Un affidavit du demandeur Fernand Kenney ainsi que les pièces au soutien ;
- iii) Tout autre document que cette honorable Cour permettra au demandeur de déposer.

Les dispositions législatives suivantes sont invoquées à l'appui de la demande

- i. L'article 18.1 de la *Loi sur les Cours fédérales*, L.R.C. (1985) ch. F-7 ;
- ii. L'article 38 de la *Loi sur les pensions*, L.R.C. (1985) ch. P-6 ;
- iii. Les articles 3 et 39 de la *Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)*, L.C. 1995, ch. 18 ;
- iv. Toute autre disposition que le demandeur jugera opportune d'invoquer.

Règle 317

Le demandeur demande au Tribunal des anciens combattants (révision et appel) Canada, aux termes de la Règle 317 des *Règles des Cours fédérales*, de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée du dossier de l'office fédéral à la suite de l'audience du 13 janvier 2022, incluant l'enregistrement de l'audience.

Sherbrooke, le 3 juin 2022

FPB Avocats

FONTAINE PANNETON BOURASSA AVOCATS

2050, rue King Ouest, bureau 300

Sherbrooke (Québec) J1J 2E8

Téléphone : 819 564-1222

Télécopieur: 819 822-2180

Par : **Me Karine Bourassa**

kb@fpbavocats.com

Me Charlotte Dansereau

cd@fpbavocats.com

Avocats du demandeur Fernand Kenney